

REVUE DES LIVRES

«*La Fortune Nationale*» Numéro spécial de l'Activité économique et financière à l'étranger, Ministère des Finances, Bureau de Statistique et d'Etudes financières, 7e année, No. 5.) — Mai 1948, Paris.

La publication susmentionnée de «L'Activité économique et financière», préparée avec la collaboration de l'«Institut de Science économique appliquée» et contenant plusieurs articles et ouvrages d'éminents économistes, est une compilation entièrement consacrée au problème de la fortune nationale. Le professeur *François Perroux* y a rédigé un article introductif sur «Les comptes de la nation et le capital national» où les principaux éléments du problème sont résumés d'une façon claire et intelligible.

Il s'agit d'abord de définir le concept de la «fortune nationale». Les principaux auteurs sont d'accord là-dessus: la fortune nationale, prise dans son acception la plus large, strictement limitée toutefois aux réalités économiques, peut se définir comme l'ensemble des biens ayant une valeur d'échange appartenant soit à des personnes physiques ou morales, soit à des collectivités publiques. D'après *H. Bischoff*, «la fortune nationale, masse stable, s'oppose au revenu national, masse en mouvement». En dépit de cette différence, les deux catégories ont des points de contact nombreux. Le revenu national se présente sous l'aspect d'un flux ininterrompu constamment alimenté par la fortune nationale où finalement, il se déverse en partie et prend lui-même la forme de capital. Donc la stricte différenciation des structures du revenu et du capital est la condition préliminaire indispensable d'une exacte définition du concept de la fortune nationale.

A côté du concept de la fortune nationale envisagé dans son acception la plus étendue, se place un autre concept beaucoup plus important du point de vue pratique: celui du capital national pris au sens de capital dont l'activité, au sein de l'économie nationale, revêt le caractère de productivité. «C'est celui qui intervient dans la production, le commerce, le trafic, les opérations financières et le crédit, bref c'est le capital qui sert à des fins de profit [1]».

[1] *E. H. Vogel*: Beiträge zur Wirtschaftstheorie, I. Teil: Volkseinkommen und Volksvermögen.

Les méthodes d'évaluations du capital national se ramènent à deux types. La première, appelée méthode objective, consiste à inventorier les biens économiques en leur attribuant une certaine valeur. Dans la seconde, appelée méthode subjective, les droits de chaque unité économique sont relevés et inscrits selon leur essence soit à l'actif soit au passif du bilan national. Ainsi les billets de banque qui sont un élément d'actif pour le public, prennent l'aspect d'une dette s'ils sont considérés du point de vue de la Banque d'émission. «Lorsque l'on dresse le bilan national, la dette publique doit être considérée comme un passif de l'Etat. Si les créanciers sont eux-mêmes citoyens du pays, elle figurera comme un actif dans leurs comptes, de sorte que si l'on fait le total des comptes, la dette nationale s'annule comme les autres dettes intérieures. C'est seulement lorsqu'une fraction donnée de la dette est dûe à des étrangers qu'il ne se produit pas d'annulation: une dette étrangère de ce genre constitue un véritable prélèvement sur le capital national [2].»

Une troisième méthode, actuellement quelque peu délaissée, est la méthode de l'annuité successorale. Lorsqu'elle dépasse une certaine somme, la valeur des biens détenus par les particuliers est estimée au moment de leur décès pour l'assiette des droits de succession. Partant de ces valeurs, il s'agit de déterminer la valeur globale des patrimoines en les multipliant soit par la réciproque des taux de mortalité correspondant à chaque groupe d'âge, soit par le nombre moyen d'années qui s'écoulent entre la transmission des patrimoines aux successeurs en titre. Les principales difficultés de cette méthode, en dehors même de son caractère incomplet, tiennent d'une part à l'évasion et à la sous-évaluation des patrimoines, particulièrement pendant les périodes de fluctuation des prix, et d'autre part aux modifications des statistiques de base.

Une fois la définition et les méthodes de calcul déterminées, il importe de ramener les éléments de la richesse à une unité commune qui représente l'importance économique des éléments considérés. «La raison de l'existence de plusieurs techniques de calcul, et non d'une seule fondée directement sur l'escompte des services et des revenus attendus, est qu'on ne peut se procurer en pratique des données relatives à la capitalisation directe du rendement espéré et que, par leur nature même, ces données ne peuvent être obtenues par un observateur situé à l'extérieur [3].»

[2] *J. R. Hicks*: *The Social Framework — an introduction to Economics*.

[3] *S. Kuznets*: *Studies in income and wealth*, vol. 11, «National Bureau of Economic Research», 1938.

Le procédé de capitalisation des revenus étant exclu pour les raisons citées, les diverses techniques de calcul se réduisent à l'addition des biens physiques évalués soit aux prix courants du marché, soit au coût originaire ou encore au coût de remplacement.

«L'évaluation au prix du marché rencontre, pour les biens de capital, des difficultés qui tiennent non seulement au fait qu'une énorme fraction de ces biens (propriétés publiques) n'est pas échangée, mais à la circonstance que le prix du marché d'un stock de bien à un instant donné n'a pas de sens; ce prix ne peut être apprécié que par référence à une période au cours de laquelle ces biens ont été effectivement échangés; quand les biens d'une même sorte ne sont pas couramment échangés au cours d'une même période, l'arbitraire du choix de la période pèse de tout son poids [4]».

Le calcul par coût originaire est lié à la question des amortissements accumulés du capital. Si même cette opération est pratiquée par les sociétés et les entrepreneurs, quoique selon des méthodes très différentes, elle ne l'est pas par l'Etat et les collectivités publiques.

L'évaluation de la fortune par le coût de remplacement ou de reproduction est très voisine de celle basée sur les prix courants du marché, puisqu'elle se propose de savoir combien coûterait aujourd'hui un bien physique s'il fallait le remplacer par un bien équivalent.

«Pour les diverses unités élémentaires et les diverses catégories d'opération, les types d'évaluation sont inégalement commodes. Sous des conditions éminemment théoriques de concurrence complète, les valeurs obtenues par les différents procédés tendent à coïncider. En fait cette tendance est contrariée par les imperfections du régime des prix et engendre ses effets selon des rythmes variables [5]».

L'objectif des évaluations de la fortune nationale devrait être de fournir des éléments qui permettraient de dresser le bilan national. Une comptabilité du capital comblerait également les lacunes dont souffrent les relevés du revenu national. C'est *Robert Giffen* qui a établi la liste la plus détaillée des objectifs auxquels les évaluations de la fortune nationale sont censées répondre ou des usages auxquels elles peuvent être destinées.

«Les usages possibles des chiffres, compte tenu du fait que les données et les méthodes employées sont suffisamment comparables pour

[4] *François Perroux*: Les comptes de la nation et le capital national.

[5] *F. Perroux*: op. cit.

répondre au dessein particulier que l'on se propose, semblent être les suivants :

1) Mesurer l'accumulation du capital dans les collectivités à des intervalles d'une certaine durée, ce qui constitue peut-être l'emploi le plus important qui puisse être donné à ces résultats ;

2) Comparer le revenu d'une collectivité avec le volume de ses biens ;

3) Mesurer la charge des dettes nationales sur les différentes collectivités ;

4) Apprécier, d'après d'autres facteurs tels que l'ensemble des revenus, la puissance relative et les ressources des différentes collectivités ;

5) Reconnaître d'une façon générale le pourcentage des différentes catégories de bien d'un pays, la composition de la fortune d'une collectivité ;

6) Mesurer les progrès d'une collectivité pendant une certaine période ou les progrès comparés de deux ou plusieurs collectivités par rapport à des réalités telles que l'accroissement du revenu, de la population, etc.

7) Comparer le total de l'accumulation dans une collectivité donnée avec la fraction de l'accumulation qui peut être considérée comme épargne libre progressivement investie par l'intermédiaire de la bourse ;

8) Mettre en lumière les problèmes posés par les modifications de la valeur de la monnaie qui relèvent eux-mêmes de l'ensemble des faits à étudier et dont il doit être tenu compte, lorsque l'on compare les évaluations de deux pays différents ou les évaluations qui se rapportent à un même pays à des moments différents [6].»

Les applications plus modernes des évaluations ont trait aux questions relatives aux plans économiques, aux indemnités de guerre, etc.

Voici, pour terminer, quelques évaluations récentes de la fortune nationale, telles qu'elles figurent dans les relevés originaux :

[6] *R. Giffen: Growth of Capital, Londres 1889.*

LA FORTUNE NATIONALE DE QUELQUES PAYS

| PAYS | SOURCE | Année du relevé | Monnaie | Fortune nationale |
|-----------------|---|-----------------|-----------|-------------------|
| Etats-Unis | <i>Doane</i> («Anatomy of American Wealth») | 1938 | Mill. \$ | 388.421 |
| Canada | Canada Year Book | 1933 | » » | 25.768 |
| Australie | Official Year Book ... | 1929 | » £ | 3.351 |
| Nlle. - Zelande | » » » ... | 1941 | » » | 905 |
| Royaume - Uni | <i>F. Shirras</i> | 1937/38 | » » | 19.968 |
| France | <i>Pupin</i> | 1939 | Mrd. Fr. | 1.440 |
| Suisse | <i>J. Wyler</i> | 1936 | Mill. Fr. | 77.060 |
| Pays - Bas | Officiel | 1939 | » Fl. | 34.950 » |
| Norvège | » | 1939 | » Kr. | 31.372 |
| Italie | <i>Gini</i> | 1939 | Mrd. Lit. | 700 |

Exprimés en dollars des Etats-Unis, on obtient par tête d'habitant les résultats suivants:

FORTUNE PAR TÊTE D'HABITANT EN \$

| | Année | US \$ |
|---------------------|---------|-------|
| Etats - Unis | 1938 | 2982 |
| Canada | 1933 | 2412 |
| N. Zélande | 1941 | 2264 |
| Royaume - Uni | 1936/37 | 2075 |
| France | 1939 | 892 |
| Suisse | 1936 | 800 |
| Pays - Bas..... | 1939 | 700 |
| Norvège | 1939 | 413 |
| Italie | 1939 | 285 |

Vedat ELDEM

Fr. Perroux: Le Plan Marshall. — Paris (Librarie de Médiçi) 1948.— Pp. 222.

Dans son dernier livre intitulé le «Plan Marshall» le Professeur *Perroux* a réuni plusieurs de ses articles publiés récemment dans diverses revues et consacrés principalement aux nouvelles formes du crédit international dans le monde d'après - guerre.

Dans le premier article, M. *Perroux* aborde le *problème politique de la formation d'une union européenne*. Il prend nettement position contre la formation d'un bloc politique européen qui jouerait le rôle d'arbitre entre les Deux Grands. Cette solution ne ferait qu'accentuer les conflits politiques internationaux. Ce qu'il s'agit de réaliser, dit-il, c'est une dévalorisation des frontières, une intégration des diverses économies, qui, commencée à l'échelle de l'Europe, finirait peut-être par englober successivement les autres continents.

M. *Perroux* passe ensuite à *l'examen de la situation économique internationale* et constate qu'il existe dans le monde aujourd'hui un grand pays dont l'économie est «internationalement dominante». Ce fait-là est-il incompatible avec le régime multilatéral et semi-libéraliste prévu par Bretton Woods? M. *Perroux* est d'avis que les arguments à l'appui de cette thèse ne sont pas définitivement convaincants. Cependant il relève très justement que la compatibilité d'une économie dominante avec un régime multilatéral du commerce dépend essentiellement de la réalisation des deux conditions suivantes: 1) le maintien du «plein emploi» en Amérique, 2) la transformation de la politique commerciale américaine vers une direction plus libérale.

Le troisième article traite des *problèmes soulevés par l'époque de transition actuelle et plus spécifiquement, du plan Marshall*. Une seule économie a le pouvoir d'aider l'Europe aujourd'hui. M. *Perroux* précise qu'il ne s'agit plus d'un investissement international dans le modèle de ceux du 19^{ème} siècle. Il fait ressortir très clairement la différence entre le caractère global et fonctionnel de l'investissement prévu dans le plan Marshall et l'investissement international purement individualiste et commercial du 19^{ème} siècle. Ce sujet est brillamment développé dans un article ultérieur, écrit conjointement avec M. *Pierre Pujade* et consacré à l'étude des rapports entre les doctrines classiques et nouvelles de l'investissement international.

Pour revenir à la reconstruction de l'économie européenne sous le Plan Marshall, M. *Perroux* pense (page 101) qu'elle implique une *transformation des diverses économies nationales à l'échelle de l'Europe*. Au-

trement dit, il ne s'agit pas de reconstituer l'économie européenne d'avant-guerre mais de créer une nouvelle structure adaptée aux conditions actuelles. A cette fin, les considérations exclusivement nationales et égoïstes doivent être abandonnées. M. *Perroux* revient encore une fois, et d'après nous avec juste raison, sur le problème du rôle économique de l'Europe dans le monde d'après-guerre. Deux conceptions contraires de ce rôle peuvent être observées aujourd'hui en Europe: D'une part, il y a ceux qui veulent créer un bloc économique autarcique qui deviendrait de moins en moins dépendant des pays étrangers et tendrait à réduire au minimum possible ses relations économiques extérieures. M. *Perroux* rejette cette conception autarcique du rôle économique de l'Europe de même qu'il avait rejeté l'idée de la formation d'un bloc politique. Il est justement convaincu que le but de cette union ne doit pas être purement négatif. Il relève le fait que les accords de collaboration économique entre les pays d'une Europe plus ou moins largement conçue, loin de supprimer la collaboration avec les autres pays et continents, les appellent.

L'espace restreint dont nous disposons ne nous permet pas de continuer à citer les idées et observations pleines d'intérêt relatives au problème européen contenues dans le livre de M. *Perroux*. Il suffit de dire que chaque page de ce petit livre offre matière à penser au lecteur intelligent qui s'intéresse au problème actuel de l'Europe. Ce problème ne peut être résolu qu'à l'aide d'un effort de pensée consciente et réfléchie de la part des Européens eux-mêmes. Il faut remercier M. *Perroux* de sa contribution à cette oeuvre.

Osman OKYAR

Prof. Dr. Refîû Şükrü Suvla: Volkswirtschaftliche Vorlesungen, zweiter Band: Praktische Volkswirtschaftslehre (Volkswirtschaftspolitik). — İstanbul (Veröffentlichungen der Wirtschaftswissenschaftlichen Fakultät, No. 42), 1948. (In türkischer Sprache.) — Pp. 391. — Prix: Lts. 5,85.

Das Buch, das sich an den wirtschaftstheoretischen Grundriss des Verfassers (cf. meine Besprechung in dieser «Revue», Band VII) anschliesst, gibt zunächst einen Ueberblick über die Hauptfragen, die mit Wesen, Gegenstand und Gliederung der theoretischen Wirtschaftspolitik zusammenhängen, um sodann Binnenhandels-, Aussenhandels-, Landwirtschafts- und Industriepolitik zu behandeln. In einer späteren Veröf-

fentlichung gedenkt der Verfasser die Geld- und Kreditpolitik darzustellen, während die Verkehrspolitik offenbar vorläufig ausserhalb des Grundrisses blieben wird.

Der vorliegende Band zeichnet sich, wie alle sonstigen Publikationen Prof. *Suvlas*, durch die Klarheit und das pädagogische Geschick aus, mit der die wichtigsten Fragen dargestellt werden. Besonders hervorzuheben ist, dass im allgemeinen ein richtiges Mittelmass zwischen allgemein-theoretischen und speziell-praktischen Problemen gehalten und bei letzteren neben einem Überblick über die türkischen Institutionen jeweils eine knappe Behandlung der internationalen Entwicklung geboten wird.

Die Binnenhandelspolitik ist vielleicht etwas kurz geraten (knapp 40 SS.), während die Darstellung der Aussenhandelsfragen (130 SS.) - insbesondere auch die der Probleme des internationalen Zahlungsverkehrs - ausgezeichnet gelungen ist. In dem der Agrarpolitik gewidmeten Abschnitte (90 SS.) wäre eine etwas ausführlichere Behandlung der mit dem türkischen Bodenreformgesetz zusammenhängenden Fragen erwünscht gewesen; ähnlich vermisst man in der an sich wohl gelungenen Darstellung der Industriepolitik (100 SS.) eine Untersuchung der Probleme der Kostenpreisgestaltung. In der Frage der Staatsindustriebetriebe nimmt der Verfasser eine vorsichtig abwägende Haltung ein; vielleicht wäre in dem Abschnitt, der einen dankenswerten Ueberblick über die türkische Industrieentwicklung und -politik gibt, eine eingehendere kritische Stellungnahme am Platze gewesen.

Alles in allem darf das vorliegende Buch Prof. *Suvlas* als eine vorzügliche Einführung in die Grundfragen der allgemeinen und der türkischen Wirtschaftspolitik bezeichnet werden. Sie dient zwar in erster Linie den Bedürfnissen der Studenten, wird aber mit Nutzen auch von allen denjenigen gelesen werden, die sich als Praktiker für die Probleme und Lösungsversuche interessieren, mit denen sich die heutige Wirtschaftspolitik auseinanderzusetzen hat.

Prof. Dr. F. NEUMARK

Wilhelm Gerloff: Die öffentliche Finanzwirtschaft, Band I. — Allgemeiner Teil. — Zweite neubearbeitete Auflage. — Frankfurt a. M. (V. Klostermann) 1948. — pp. 248.

Sechs Jahre nach der ersten Auflage des vorliegenden Werkes, dessen grosse Bedeutung s. Zt. in einer ausführlichen Besprechung gewürdigt wurde (cf. Bd. IV — 1943-44 — dieser «Revue», S. 180-190), erscheint eine neue, erweiterte Ausgabe, von der bislang nur der erste, «allgemeine» Teil vorliegt. Wie der Verfasser in seinem Vorwort hervorhebt, ist die Neubearbeitung des Werkes hauptsächlich unter Berücksichtigung zweier Tatsachen erfolgt, die die Finanztheorie vor neue Aufgaben gestellt haben: die beiden Weltkriege und die Weltwirtschaftskrise (sc. von 1930 ff.).

Es steht zu vermuten, dass diese Tatsachen namentlich in dem noch ausstehenden zweiten («besonderen») Teil der *Gerloff'schen* Arbeit zu Umarbeitungen bzw. Ergänzungen Anlass gegeben haben, doch sind solche auch schon in dem vorliegenden Bande enthalten. So finden sich in dem Abschnitt «Finanzwissenschaftliches Schrifttum» Hinweise auf die neuen angelsächsisch-skandinavischen, wesentlich durch *Keynes* und *Hansen* insprierten Lehren (S. 72 f.; siehe auch S. 91), in dem Paragraphen, der dem «Bereich der öffentlichen Finanzwirtschaft» gewidmet ist, wird kurz auf «cyclical budgeting» sowie die neue «Philosophy of Public Debt» eingegangen, gegen die der Verfasser gewichtige Einwände vorbringt (S. 126-27), und die Literaturangaben sind durchweg auf den neuesten Stand gebracht.

Die bedeutsamste Neuerung jedoch betrifft *Gerloffs* Stellungnahme zu den Problemen des *Wesens und Zwecks der Besteuerung* (vgl. S. 148 ff., insbesondere den neuen Paragraphen über die «Ordnungssteuer», S. 161 ff.). Hatte der Verfasser in der ersten Auflage seines Werkes noch an der nur-fiskalischen Auffassung der Steuer festgehalten und demgemäss als einzigen Zweck der Steuer — auch in deren Begriffsbestimmung — die Beschaffung von Mitteln zur Finanzbedarfsdeckung angesehen, so wird nunmehr hervorgehoben, dass die Steuer heute über jenen «ursprünglichen» Zweck hinaus sich «als ein geeignetes Mittel zu einer zweckbewussten Einwirkung auf die wirtschafts- und sozialpolitischen Verhältnisse und damit der Gestaltung der Wirtschafts- und Sozialordnung erwiesen» hat (S. 149). Mit Recht meint *Gerloff*, dass die Finanztheorie der neueren diesbezüglichen Entwicklung des Steuerwesens Rechnung tragen müsse. Ausgehend von der Ueberzeugung, «dass die Steuer als Mittel der Deckung des öffentlichen Finanzbedarfs einen ganz ande-

ren Charakter hat als wenn sie als Mittel zur Verwirklichung irgendwelcher wirtschafts- oder sozialpolitischer Zwecke dienen soll» (S. 151), unterscheidet er zwischen «*Finanzsteuern*» und «*Ordnungssteuern*». Letztere werden (S. 163) definiert als «seitens öffentlicher Körperschaften ohne besonderes Entgelt zwangsweise in Anspruch genommene Leistungen anderer Wirtschaften, durch deren Auferlegung — ohne Rücksicht auf die Erzielung von Erträgen — ein bestimmtes, einem vorgefassten ordnungspolitischen Zweck dienendes Verhalten (Tun oder Unterlassen) der besteuerten Subjekte bewirkt werden soll». In ausgezeichneten, treffenden Ausführungen wird dargelegt, dass «die Steuer als reine Finanzsteuer... dem System des *laissez faire* an (gehört)», während sie heute zu einem «Instrument der Organisation und der Lenkung von Wirtschaft und Gesellschaft geworden» ist. Das bedeutet also: die «Finanzsteuer» ist ein Geschöpf des Liberalismus, während die «Ordnungssteuer» sich im Gefolge der Herausbildung neuer wirtschaftspolitischer Ideologien und Massnahmen entwickelt hat — sie «ist die Steuer der gelenkten Wirtschaft des staatlichen Interventionismus».

Wenn ich auch im Grundsätzlichen weitgehend mit den Ansichten des verehrten Verfassers übereinstimme, so möchte ich diese doch in einigen Punkten kurz kommentieren [1].

Zunächst erscheint es mir fraglich, ob es erforderlich ist, den Zweck der Besteuerung — sei es den finanziellen Hauptzweck, sei es einen bestimmten Nebenzweck — in die *Definition* derselben aufzunehmen. Ich neige im Hinblick auf den essentiell *instrumentalen* Charakter der Steuer dazu, von der Erwähnung *irgendeines* Zwecks in der Bestimmung des Steuerbegriffs abzusehen, was m. E. den Vorteil hat, über alle Wandlungen hinweg, die sich im Laufe einer jahrhundertelangen Entwicklung in Bezug auf Zweck, Funktion, Technik usw. der Besteuerung vollzogen haben, deren *unveränderliche Grundeigenschaften* hervorheben zu können. Ich will gewiss nicht die bedeutsamen Verschiedenheiten leugnen, die zwischen Motivation und Wirkungen der liberalistischen Politik der

[1] Vgl. im einzelnen die folgenden Veröffentlichungen des Rezensenten: Begriff und Wesen der Besteuerung, «Revue de la Faculté des Sciences Economiques d'Istanbul», t. I, 1939, S. 271 ff.; Theorie und Praxis der modernen Einkommensbesteuerung, Bern (Francke), 1947, §§ 6 u. 8; L'impôt comme instrument de la politique économique, sociale et démographique (Rapport général présenté au Congrès de l'Institut international de Finances Publiques, Rome 1948), und Les buts de l'impôt à la lumière de la théorie et pratique financières contemporaines, «Revue de Science et de Législation Financières», t.XLI, 1949.

«neutralen Steuer» und denen des «functional finance» unserer Tage bestehen. Aber sind dadurch wirklich die Abgaben jener Epoche einerseits, diejenigen der Gegenwart andererseits zu «grundverschiedenen Steuern» (S. 157) geworden? Mir scheint, dass die «Grundverschiedenheit» sich weniger auf Natur und Wesen der Steuer als solcher bezieht, die heute wie damals eine unter politischem Zwange — ohne Anspruch auf Entgelt — erfolgende Übertragung ökonomischer Werte von Einzelwirtschaften auf öffentliche Gebietskörperschaften darstellt, als vielmehr auf die Ziele und Zwecke der *Steuerpolitik*. Stets und überall geben von steuerlichen Massnahmen auch nicht-fiskalische Wirkungen aus, wenn auch deren Intensität und Reichweite gemäss Steuerhöhe, -technik u. dgl. variieren; was sich jedoch im Laufe des letzten Menschenalters grundsätzlich gewandelt hat, ist dieses: Während man sich früher über jene Wirkungen nicht im klaren war oder glaubte, sie entsprechend der «Leave-them-as-you-find-them-rule of taxation» auf die blosse Finanzbedarfsdeckung beschränken zu können, ist man nunmehr darum bemüht, die ausserfiskalischen Steuerwirkungen systematisch zu erforschen und sie *bewusst* in den Dienst einer Finanzpolitik zu stellen, die sich immer inniger mit Wirtschafts- und Sozialpolitik zu einem organischen Ganzen zu verschmelzen trachtet. Dass die Steuer in dieser Hinsicht grundsätzlich ein «geeignetes Mittel» ist, wird von *Gerloff* — etwa im Gegensatze zu *Laufenburger* — ausdrücklich betont. Damit rückt der Verfasser erfreulicherweise von jenen Ansichten ab, denen zufolge die Realisierung ausserfiskalischer Zwecke dem Wesen der Steuer «fremd» und daher zum Scheitern verurteilt ist.

Abschliessend sei folgendes bemerkt: *Gerloffs* «Öffentliche Finanzwirtschaft» ist ein Standardwerk von internationalem Rang, das eine glückliche und fruchtbare Verbindung von erhaltungswürdigem finanzwissenschaftlichen Erbgut und neuen, den jüngsten institutionellen und ideologischen Wandlungen gemässen Erkenntnissen darstellt. Es ist aufrechtig zu hoffen, dass die Neuauflage in Bälde durch Erscheinen des zweiten Bandes ihren Abschluss findet.

Prof. Dr. F. NEUMARK

B. Nogaro: Les Grands Problèmes de l'Economie contemporaine, Presses Universitaires de France, Paris, 1947. Pp.: 126.

Dans ce petit livre de 126 pages, paru dans la collection «Que sais-je?» éditée par les «Presses Universitaires de France», le Professeur *Bertrand Nogaro* se donne comme tâche de développer aussi succinctement que possible quelques problèmes fondamentaux d'économie politique contemporaine. Les sujets traités comprennent la production, la répartition du produit national, les prix, la monnaie et le crédit, les finances publiques et le commerce international. Le but de cette Collection est évidemment une présentation, une sorte de mise au point de divers sujets scientifiques, politiques et artistiques à destination du grand public.

L'intention d'initier aussi le public aux problèmes de l'économie contemporaine est fort louable, car, dans la plupart des pays, le niveau général des connaissances économiques est si bas qu'il en résulte de graves dangers et inconvénients pour la conduite rationnelle de la politique économique. *M. Nogaro* semble avoir tiré bon partie de cette tâche plutôt difficile et ingrate. Il se trouvait sous la double nécessité de traiter ses sujets simplement de manière à les rendre accessible au grand public et de les comprimer, sans trop les diluer, dans 125 pages. Or, fatalement, certains des sujets traités ne se prêtaient pas aussi facilement que les autres à des conditions pareilles.

Le premier chapitre consacré à l'organisation de la production sous les régimes capitalistes, planifiés et mixtes et aux dislocations périodiques de la production sous un régime capitaliste, ainsi que le second chapitre traitant le problème de la répartition du produit commun parmi les différents facteurs de la production dans les divers régimes économiques, sont clairs et compréhensifs.

Avec le problème des prix et surtout celui de leurs fonctions économiques, nous nous trouvons sur un terrain plus dangereux. Ainsi, pour citer un exemple, *M. Nogaro*, en parlant (page 50) des tendances de plus en plus prononcées de l'économie capitaliste contemporaine vers la stabilisation des prix, soutient que la rigidité grandissante des prix est un dangereux contre-sens économique puisque le progrès technique tend naturellement à l'abaissement du prix de revient. Pour que la main d'oeuvre réduite au chômage par le perfectionnement de la technique puisse se replacer, il faut «de nouveaux débouchés, c'est-à-dire un pouvoir d'achat disponible», provenant de la baisse des prix. *M. Nogaro* continue: «Si les prix de vente sont stabilisés, les profits des producteurs s'accroît-

ront, et cela aussi rendra un pouvoir d'achat disponible; mais nous avons vu que ce sont les gros profits qui fournissent le plus à l'épargne et le pouvoir d'achat ainsi libéré risque de se porter vers de nouveaux investissements et non vers de nouveaux achats». M. *Nogaro* veut-il dire par là que les nouveaux investissements rendus possibles par les profits obtenus par les entrepreneurs, grâce à une stabilisation des prix, ne constituent pas de nouveaux débouchés pouvant servir à l'absorption du surplus de main d'oeuvre tout aussi bien que l'augmentation de la consommation censée être réalisée par la diminution des prix de vente? En tout cas, il s'exprime comme si il le pensait. De plus, on doit remarquer que toute son argumentation en faveur d'une baisse des prix repose sur l'hypothèse d'un pouvoir d'achat global fixe. Or, comme M. *Nogaro*, l'admet lui-même plus haut, lorsque les salaires constituent à peu près les 50% des prix de vente, une pareille hypothèse n'est plus soutenable. Il se peut fort bien que la rigidité des prix dans le sens de la baisse soit dangereuse du point de vue économique dans certaines circonstances, mais la raison pour cela ne nous semble pas consister en un déficit du pouvoir d'achat, tel qu'il est censé se produire selon M. *Nogaro*.

Dans le chapitre consacré à la monnaie, le Professeur *Nogaro* retrace rapidement les principaux systèmes monétaires, en insistant particulièrement sur les relations entre ces systèmes et la formation des cours de change des diverses monnaies nationales. Il fait ressortir que la théorie quantitative de la monnaie ne suffit pas à expliquer les mouvements généraux des prix à l'intérieur d'une économie nationale. La valeur extérieure de la monnaie nationale doit aussi être prise en considération. Encore un sujet difficile à traiter dans quelques 10 ou 15 pages, ce qui explique le caractère plutôt arbitraire de certaines des conclusions de M. *Nogaro*.

Dans le suivant, l'auteur fait un exposé clair et succinct de la question difficile de la création du crédit par les banques.

Les derniers chapitres du livre sont consacrés aux problèmes économiques internationaux qui font l'objet d'une analyse intéressante. M. *Nogaro* traite le problème des échanges internationaux à la lumière des rapports entre les ressources naturelles et le sol d'une part, et la population, d'autre part, existants dans les diverses économies nationales. Il pose le problème de l'«optimum» de la population et montre que la solution moderne de ce problème a consisté dans le transfert de capitaux et l'échange de matières premières et de produits manufacturés entre les économies nationales que l'on peut classer généralement en deux ca-

tégories, les pays à population dense ayant dépassé l'«optimum» de population et ceux à population faible, disposant de vastes ressources naturelles. M. *Nogaro* retrace enfin les obstacles de nature politique et monétaire qui se sont élevés dans la voie du commerce mondial depuis la crise de 1930 et termine en examinant les possibilités de rétablissement de la paix monétaire internationale.

Osman OKYAR

Walter Adolf Jöhr : Ist ein freiheitlicher Sozialismus möglich?
— Bern (A. Francke) 1948. — Pp. 137. — Prix: sfs. 7,80.

Im Bereich des Sozialismus wird die Freiheit ebensowohl bejaht wie verneint, beides mit grosser Heftigkeit. Diese widersprüchliche Einstellung geht auf *Marx* zurück, wo in drei verschiedenen Schichten seines Systems die Freiheit eine völlig verschiedene Behandlung erfährt.

Marx, der, ebenso wie seine Anhänger, lebenslänglich im Kampf mit Zensur und Polizei reaktionärer kontinentaler Staaten lag, schloss sich demgegenüber natürlich mit Nachdruck den liberalen Freiheitsforderungen der fortschrittlichen Parteien an: Pressefreiheit, Redefreiheit, Versammlungsfreiheit, Koalitionsfreiheit waren die wichtigsten taktischen Erfordernisse für die politische Propaganda seiner Richtung, und im Kampfe gegen Reaktion und Orthodoxie wurde auch sonst eine revolutionäre Freiheitlichkeit der geistigen Einstellung vertreten.

Noch wesentlich weiter geht die Bejahung der Freiheit für den angestrebten Endzustand der Klassenlosen Gesellschaft. In diesem Wunschbild der Klassenlosen Gesellschaft herrscht ein Grad von Freiheit, der es mit den kühnsten Phantasien von Anarchisten und utopischen Sozialisten aufnehmen kann. Sie ist «eine Assoziation, worin die freie Entwicklung eines Jeden die Bedingung für die freie Entwicklung Aller ist». Der Staat «stirbt ab», «die ganze Staatsmaschine wird ins Museum der Altertümer versetzt, neben das Spinnrad und die bronzene Axt». Sogar die Arbeitsteilung hört auf, es wird den Menschen freistehen, «heute dies, morgen jenes zu tun», und «nachdem die knechtende Unterordnung der Individuen unter die Teilung der Arbeit ... verschwunden ist, ... kann ... die Gesellschaft auf ihre Fahnen schreiben: Jeder nach seinen Fähigkeiten, Jedem nach seinen Bedürfnissen». «Es ist der Sprung der Menschheit aus dem Reich der Notwendigkeit in das Reich der Freiheit».

* Zwischen diese beiden Freiheiten, die geforderte politische Freiheit für die Gegenwart und die ersehnte absolute Freiheit für die Zukunft, schiebt sich nun aber, als unumgänglicher Zwischenzustand, die Diktatur des Proletariats, ein Zustand, für den jegliche Freiheit mit ebenso grosser Entschiedenheit abgelehnt und verworfen wird. Sie ist eine «Feuer- und Eisenkur», und es gibt «nur ein Mittel, die mörderischen Todeswehen der alten Gesellschaft, die blutigen Geburtswehen der neuen Gesellschaft abzukürzen, zu vereinfachen, zu konzentrieren, nur ein Mittel - den revolutionären Terrorismus». «Der konzentrierte, bewusste Klassenhass» ist deshalb «die sicherste Bürgschaft für eine gesellschaftliche Umwälzung».

Den drei aufeinander folgenden Stadien der sozialistischen Entwicklung: Vormarsch, Endkampf, Sieg, entspricht also: bedingte Bejahung, radikale Verneinung, schrankenlose Bejahung der Freiheit.

Solange sich nun die sozialistische Bewegung überall noch auf dem Vormarsch befand, floss für die meisten ihrer überzeugten Anhänger die erste und die letzte Freiheit sozusagen perspektivisch zusammen. Freiheit als Mittel in der Gegenwart, Freiheit als Endziel in der Zukunft, und wenn sich dazwischen als kurzes Zwischenspiel die brutale Diktatur des Proletariats mit ihrem unvermeidlichen Freiheitsverzicht einschob, so doch nur, um desto rascher den Endzustand absolutester und schrankenlosester Freiheit zu erreichen. An der Möglichkeit eines freiheitlichen Sozialismus konnte für keinen dieser idealistischen Kämpfer auch nur der geringste Zweifel bestehen, am wenigsten für die nichtmarxistischen englischen Sozialisten, die die Notwendigkeit jenes gehässigen Zwischenschubs zwischen Freiheit als Weg und Freiheit als Ziel gar nicht anerkannten.

Das wurde anders mit dem Sieg des Kommunismus in Sowjetrussland. Als Bedingung für die Beendigung der Diktatur des Proletariats hatte *Marx* (einleuchtender Weise) stets angegeben die Vernichtung der Gegenklasse. Diese Bedingung ist in Sowjetrussland längst restlos und mit aller nur denkbaren Rücksichtslosigkeit und Brutalität erfüllt - aber von einer Lockerung der Diktatur, von einem Übergang zu der versprochenen Freiheit ist bekanntlich nicht nur nicht das Geringste zu verspüren, sondern im Gegenteil sind alle Anstrengungen darauf gerichtet, die Diktatur noch immer mehr zu verschärfen, ihre Technik noch immer raffinierter zu verbessern. Die brutale Unterdrückung und Knebelung jeglicher Freiheit griff mit unerbittlicher Konsequenz sogar auf Gebiete geistigen Schaffens über, die mit Politik und Klassenkampf so wenig zu tun haben, wie die mit dem Mikroskop betriebene Wissenschaft der moder-

nen Genetik. Selbst die Musik, die bisher als das letzte und äusserste Refugium freier Gefühle gegolten hatte, wurde von *Schdanow* der eisernen Diktatur der Partei unterstellt. Und das Ganze dauert nunmehr bereits ein Menschenalter, vollzieht sich also doch wahrhaftig nicht in der Form eines rasch vorübergehenden blossen Übergangszustandes. Ja, der Widerspruch der sowjetrussischen Wirklichkeit mit dem von *Marx* und *Engels* versprochenen Zielzustand wurde auf die Dauer so krass, dass man sich zu einer Massnahme entschloss, die in der Geschichte aller Orthodoxieen unerhört ist: nämlich zum ausdrücklichen Widerruf eines der geheiligtesten Dogmen: Die Lehre vom Absterben des Staates, die nicht nur mit aller Ausdrücklichkeit von *Marx* und *Engels*, sondern auch noch von *Lenin* vertreten worden war, wurde im Parteiblatt «Bolschewik» März 1947 als falsch, ja als lächerlich bezeichnet, offenbar ohne dass man sich darüber Gedanken gemacht hatte, was denn dann aus den eng damit zusammenhängenden übrigen Bestandteilen des Idealbildes der «Klassenlosen Gesellschaft» werden soll, das einen so eminent wichtigen und zugkräftigen Bestandteil der marxistischen Heilslehre bildet.

Gegenüber dieser Entwicklung Sowjetrusslands befinden sich nun die sozialdemokratischen Parteien ausserhalb des bolschewischen Machtbereichs in einer prekären Lage. In dem erbitterten Konkurrenzkampf gegen den Kommunismus zwingen sie schon Selbstverteidigung und Selbsterhaltung dazu, sich vom Bolschewismus zu distanzieren. Und auch aus ehrlicher innerlicher Überzeugung, aus wirklichem Idealismus, versuchen sie, die alte Einstellung der doppelten Freiheitsbejahung aufrechtzuerhalten. Aber da erheben sich nun schwere Probleme: Ist die sowjetrussische Entwicklung nur ein vermeidbares, durch besondere einmalige Umstände ausgelöstes Abgleiten vom rechten Wege des Sozialismus, oder ist sie seine zwangsläufige und unvermeidliche Konsequenz? Und wenn auch Labour und die übrigen sozialdemokratischen Parteien fortfahren, Sozialisierung der Produktionsmittel und Planwirtschaft zu fordern ist eine solche Wirtschaftsstruktur mit politischer und geistiger Freiheit vereinbar, oder führt sie mit immanenter Notwendigkeit zu totalitärer Dauerdiktatur, ist sie, wie *Hayek* nachgewiesen zu haben glaubt, «the Road to Serfdom», der Weg zur Knechtschaft? Haben die Kommunisten recht, wenn sie den Sozialisten Inkonsequenz, Angst vor der eigenen Courage, vorwerfen?

Diese zentrale Problematik, in der der Schlüssel unserer Zukunft liegt, hat bereits eine ganze Literatur hervorgerufen, und diese Literatur hat einen wertvollen Zuwachs erfahren durch ein Buch, das *Walter Adolf Jöhr*, Professor an der Handelshochschule St. Gallen, unter dem

Titel: «Ist ein freiheitlicher Sozialismus möglich?», in dem verdienstvollen Verlag A. Francke, Bern, hat erscheinen lassen. Und während manche andere Erscheinungen dieser Literatur sich in schwerverständliche Subtilitäten verstricken, zeichnet sich das vorliegende Buch durch die schlichte Allgemeinverständlichkeit seiner Sprache und die redliche Einfachheit seiner Gedankenführung aus; man bedarf keiner nationalökonomischen Fachbildung, um seinen Ausführungen folgen zu können. Es stellt sich die Aufgabe, «in systematischer Weise abzuklären, ob überhaupt sozialistische Ordnungen errichtet werden können, welche als freiheitlich bezeichnet werden dürfen» (7). Dabei wird zweckmässiger Weise zugrundegelegt eine sozialtechnische Begriffsbestimmung des Sozialismus als des «Gegenstücks zur freien Marktwirtschaft», wobei sich in der Hauptsache die sachlichen Produktionsmittel nicht in Privateigentum, sondern in Kollektiveigentum befinden, und demgemäss ihr Zusammenspiel nicht dem Automatismus der freien Konkurrenz überlassen bleibt, sondern als Planwirtschaft oder «zentralgeleitete Wirtschaft» (*Eucken*) von einer Zentralstelle aus einheitlich geregelt wird (14—15). Und um den philosophischen Schwierigkeiten einer Definition des Freiheitsbegriffes zu entgehen, wählt der Verfasser den praktischen Ausweg, als nüchtern-realistischen Vergleichsmaßstab den Grad von Freiheit zu betrachten, «welcher die Menschen während der Zwischenkriegszeit in demokratischen Ländern, wie der Schweiz, Frankreich oder England, teilhaftig geworden sind» (17—18).

Wenn alle Sozialisten seit *Marx* die volle Freiheit als ihr eigentliches Endziel verkünden (19—25), und wenn liberale Antisozialisten glauben, dass die Verwirklichung des Sozialismus zwangsläufig zur vollen Unfreiheit führe (23—25), so haben demgegenüber freiheitlich gesonnene Sozialisten «Versuche einer Behebung des Widerspruchs» unternommen (25—32), die *Jöhr* nun systematisch erörtert und kritisiert.

Zuvor werden mit Recht als sophistische «verbal tricks» alle Versuche abgewiesen, das Problem durch eine Umdeutung des Freiheitsbegriffes zu umgehen (33—36). Diese Versuche beginnen übrigens bereits bei *Rousseau*, der das totalitäre Staatsideal seines *Contrat social* dadurch als freiheitlich rechtfertigen will: «quiconque refusera d'obéir à la volonté générale y sera contraint...: ce qui ne signifie autre chose sinon qu'on le forcera d'être libre». Und ebenso werden als Scheinlösungen verharmlosende und beschönigende Umdeutungen des Sozialismusbegriffes abgelehnt (36—41).

Die erste Hauptfrage ist nun die nach dem *Verhältnis von Freiheit und zentraler Leitung der Wirtschaft*. Dass die Freiheit des Betriebslei-

ters zwar nicht völlig aufgehoben, aber doch aufs stärkste eingeschränkt wird, liegt auf der Hand, betrifft aber nur eine kleine Minderheit der Gesamtbevölkerung (42—47). Wie aber steht es mit der Konsumfreiheit? Wird auf diesem Gebiet reine Geldwirtschaft aufrecht erhalten, ohne spezifizierende Einschränkung durch Bezugscheine, Zuteilungen u. dgl., so bestehen theoretisch zwei Möglichkeiten: Die Zentrale kann die Preise der Konsumgüter so manipulieren, dass sich die Nachfrage an ihr Produktionsprogramm anpasst, d.h. also zu wenig produzierte Waren so lange verteuern, zu viel produzierte so lange verbilligen, bis Angebot und Nachfrage im Gleichgewicht sind. Oder sie kann bei Marktpreisen, die den Grenzproduktionskosten entsprechen, ihr Produktionsprogramm immer wieder der Nachfrage der Konsumenten anpassen (= «consumers sovereignty» nach der Terminologie von *Barbara Wootton*). Entsprechendes gilt für die Freiheit der Berufs- und Beschäftigungswahl und für die Freiheit des Sparens bezw. der Einkommensverwendung. Stets müsste dann im zweiten Falle die Zentrale ihre Leistungsallmacht freiwillig dazu benutzen, die freie Marktwirtschaft nachzuahmen. Fraglich nur, wie weit ihr das, falls sie es wollte, gelingen, und noch fraglicher, ob sie es wollen würde.

Was die Chancen des Gelingens betrifft, so sind sie angesichts der ungeheuren Kompliziertheit einer sich fortwährend ändernden Lage schon auf jedem einzelnen der drei Gebiete (Absatzmarkt, Arbeitsmarkt, Kapitalmarkt) denkbar schlecht, sinken aber völlig auf Null, wenn man auch noch die jederzeitige Interdependenz der drei Märkte untereinander in Betracht zieht. Aber vor allem: wie sollte die Zentrale darauf verfallen, sich diese praktisch unlösbare Aufgabe überhaupt zu stellen? Sie müsste der Überzeugung sein, dass Konsumenten, Arbeitskräfte und Sparer bei freier Marktwirtschaft am besten fahren würden. Aber wozu dann überhaupt Verwaltungswirtschaft? Wozu eine praktisch unmögliche Nachahmung, wenn das Original zur Verfügung steht? Es handelt sich da nicht um «die menschlichen Schwächen, von denen auch die Mitglieder der Zentralbehörde nicht frei sind» (62), sondern um eine in sich widerspruchsvolle und deshalb sinnlose Voraussetzung, die alle derartige Erörterungen letzten Endes als nicht ganz ernsthaft erscheinen lässt.

Aber wenn es sich schon für jeden ernsthaft Denkenden von selbst versteht, dass sozialistische Planwirtschaft mit Wirtschaftsfreiheit unvereinbar ist - wie steht es dann mit der *ausserwirtschaftlichen*, insbesondere mit der *politischen und kulturellen Freiheit*? Hier ergibt sich die Notwendigkeit einer Auseinandersetzung mit *Schumpeters* erstaunlicher These von der politischen und kulturellen Indeterminiertheit der so-

zialistischen Ordnung (62—69). 1948 war *Jöhr* noch zu dem Zugeständnis bereit, dass die Kunstmaler nach wie vor frei sein, und auch die Vertreter von Wissenschaften wie Mathematik und Astronomie unbehelligt bleiben würden (66) - inzwischen hat uns nun, wie oben erwähnt, die Schdanowschtschina eines Schlechteren belehrt. Übrigens aber macht *Jöhr* mit Recht gegen *Schumpeter* geltend, dass «was die Konkurrenz im System der Marktwirtschaft automatisch zuwege bringt, in der sozialistischen Wirtschaft durch Androhung von Strafen und durch ein umfassendes Kontrollsystem sichergestellt werden muss» (government by exhortation and coercion), dass es darüber hinaus der Zentralbehörde «darum geht, die künftige Gesellschaft nach einem ihr vorschwebenden Idealbilde zur gestalten», und dass es im Wessen dieser Versuchsanordnung liegt, alle Kräfte, auch die von Kunst und Wissenschaft, einheitlich in den Dienst dieser Aufgabe zu stellen. Auf die menschliche Unzulänglichkeit der leitenden Personen braucht dabei noch gar nicht rekurriert zu werden.

Um der erstaunlichen These von *Schumpeter* gerecht zu werden, wird man logisch-objektive und psychologisch-subjektive Vereinbarkeit unterscheiden müssen. Die logisch-objektive Vereinbarkeit liegt zweifellos vor, und sie nachzuweisen hat offenbar dem abstraktionsgeübten souveränen Meister der ökonomischen Theorie ein intellektuelles Vergnügen bereitet. Aber ebenso unzweifelhaft ist die subjektiv-psychologische Unvereinbarkeit, und sie ist es, die in der Praxis entscheidet [*].

Ergänzend wirft *Jöhr* gewissenhafter Weise noch die Frage auf, ob alle diese mit der sozialistischen Ordnung verbundenen Freiheitsverluste nicht vielleicht durch *Freiheitsgewinne an anderen Stellen* kompensiert werden würden (69—83). Die Frage, ob eine Wohlstandssteigerung der breiten Massen als Gewinn an Freiheit zu verbuchen wäre, kann deshalb unentschieden bleiben, weil, entgegen den oft phantastischen Ver-

[*] Der «Council of Economic Advisers» in seinem III. «Annual Report to the President (of the USA)», Washington, December 1948, p. 11, vertritt, wie ich nachträglich sehe, genau den gleichen Standpunkt: «There is no theoretical necessity that in the planned society the political state shall be nondemocratic or that in a free economy political democracy must prevail. But the pragmatic need for these conditions in the respective systems is very great. For in what we Americans believe to be the only true democracy... no planned economy could meet the test of success. ... It would also be conceivable for an absolutist government to decree a free economy. But it is not conceivable that such a government would long be able to tolerate some of the collateral consequences of the free system».

sprechungen, nach objektiven Erfahrungen und Erwägungen eine solche Wohlstandssteigerung gar nicht zu erwarten ist. Wohl aber würden allerdings die Konjunkturschwankungen der Marktwirtschaft und damit die Drohung der Arbeitslosigkeit fortfallen, worauf *Jöhr* jedoch erwidert, dass diese Drohung auch im Rahmen der Marktwirtschaft beseitigt werden kann. Die Beseitigung der Arbeitsteilung, die *Marx* und *Engels* frei nach *Fourier* versprechen (einige dieser Stellen wurden eingangs angeführt), ist die reinste Phantasterei, denn die Korrelation zwischen fortschreitender Arbeitsteilung und fortschreitender Produktivität ist ja auch *Marx* selber sehr wohl bekannt. Und was die persönliche Abhängigkeit des Arbeiters von seinem Vorgesetzten betrifft, so wird diese dadurch ungeheuer gesteigert, dass in der Zentralverwaltungswirtschaft dieser Vorgesetzte staatliche und obrigkeitliche Funktionen erhält und die Ausweichmöglichkeit eines freien Wechsels des Arbeitsplatzes fortfällt. Bezüglich des erhebenden Bewusstseins, dass im sozialistischen Betrieb jeder Arbeiter sich an seinem Teil als Miteigentümer fühlen kann, macht *Jöhr* die schlagende Bemerkung (81): «Man möge sich nur selbst kontrollieren, ob man z. B. die Bundesbahnen - im Gegensatz zu irgendeiner Privatbahn - mit dem Gefühl benützt, in einem eigenen Wagen zu sitzen und deshalb nicht 'Fahrgast' sondern 'Hausherr' zu sein», «Das Fazit dieses Paragraphen besteht somit darin, dass die Kompensationstheorien gescheitert sind».

Nun sind aber mit ehrlichem gutem Willen und mit oft erheblichem Scharfsinn von verschiedenen Autoren *Kompromissysteme* ausgearbeitet worden, die die Vorteile von Sozialismus und Marktwirtschaft vereinigen sollen: *Alfred Webers* «Freier Sozialismus», *Gerhard Weissers* «Neuer Lenkungsstil» unter «Abkehr von dem extremen Zentralismus und Rationalismus», *Kromphardts* «Partialplanung», *Oskar Langes* «Konkurrenzsozialismus», *Allais* «Planisme concurrentiel» u. dgl. Für alle diese Systeme, so verschieden und so kompliziert sie im einzelnen sein mögen, gilt doch gemeinsam folgendes: Die öffentliche Hand, in deren Eigentum sich die Betriebe befinden, soll freiwillig auf die Ausübung ihrer Besitzrechte mehr oder weniger weitgehend verzichten. Geht dieser Verzicht weit genug, so verschwindet der Unterschied gegenüber der Marktwirtschaft, aber dadurch mit den Nachteilen des Sozialismus auch seine erhofften Vorteile. Legt sich jedoch die öffentliche Hand bei ihren Eingriffen nur bestimmte Beschränkungen auf, so wird sie diese selbstgesteckten Grenzen nur so lange einhalten können, als alles gut und nach Wunsch geht. Treten jedoch die unvermeidlichen Reibungen und Fehlschläge auf, so wird sie bei den zu ihrer Behebung technisch notwendigen

Eingriffen jene Grenzen nicht einhalten können, ein Eingriff fordert den nächsten, und ein stabiles Gleichgewicht wird erst wieder bei der tiefsten Schwerpunktslage hundertprozentiger totalitärer Planwirtschaft erreicht - die man gerade vermeiden wollte (84—115). Übrigens wird es subjektiv den zentralen Machthabern menschlicher Weise meist gar nicht unwillkommen sein, sich durch den evidenten Zwang der Verhältnisse zu einer uneingeschränkten Ausübung ihrer Macht legitimieren zu lassen.

In einem letzten Abschnitt behandelt *Jöhr* noch kurz die *partielle Sozialisierung*, über die er eine besondere Studie in Aussicht stellt. Er versteht darunter eine Wirtschaftsverfassung, bei der nur ein bestimmter, nicht von vornherein überwiegender Teil der Wirtschaft in Bezug auf Eigentum und Leitung der sozialistischen Ordnung unterstellt wird. Hier unterstreicht *Jöhr* mit Recht die Gefahr, die darin liegt, dass eine solche partielle Sozialisierung die ihr zunächst gesetzten Grenzen nicht einhalten kann oder will. Diese Gefahr lässt sich aber vermeiden, wenn die Teilsozialisierung nur einen Bruchteil der Gesamtwirtschaft umfasst und wenn dieser Bruchteil so fest und sicher abgegrenzt ist, dass die übrige frei gebliebenen Wirtschaft ein Umsichgreifen nicht zu befürchten braucht. In Preussen-Deutschland waren z.B. Post, Eisenbahn und ein Teil des Bergbaus fast ein Jahrhundert lang in öffentlicher Hand, ohne dass sich daraus irgendwelche Unzutraglichkeiten ergeben hätten.

Jöhr zieht aus dem allen die Lehre, «dass auch bei der Gestaltung der Wirtschafts- und Gesellschaftsordnung die besten Absichten zu den schlimmsten Ergebnissen führen können» (128). Als *Alternative zum Sozialismus* betrachtet er aber nicht etwa das *laissez faire* des alten Liberalismus, sondern die «*gelenkte Marktwirtschaft*», wie sie der Neoliberalismus oder Sozialliberalismus als Dritten Weg vertritt. Wie wichtig es ist, dass die Möglichkeit eines solchen dritten Weges vom öffentlichen Bewusstsein realisiert wird, das beweist u.a. ein bezeichnender Satz von *Edgar Salin*, den *Jöhr* anführt: «Genau so wie sich zeigen liess, dass die ökonomischen, die soziologischen und die technischen Voraussetzungen einer Wiederbelebung des Liberalismus nicht vorhanden sind, genau so klar und beweiskräftig sind die Zeichen dafür, dass die Entwicklung zum Sozialismus... aus den gleichen Gründen ihren unausweichlichen Fortgang nehmen wird». Auch der Vogel, der der Schlange in den offenen Rachen fliegt, tut es, weil er keine andere Möglichkeit mehr sieht.

Prof. Dr. Alexander Rüstow

Anton Tautscher : Staatswirtschaftslehre des Kameralismus. — Bern (A. Francke) 1947. — Pp. 127. — Prix: sfs. 14,50.

Mehr als wohl in irgendeinem anderen Lande ist der Merkantilismus in Deutschland und Oesterreich immer wieder zum Gegenstand nicht nur geschichtlicher, sondern auch theoretischer Untersuchungen gemacht worden. Diese Tatsache lässt sich durch verschiedene Faktoren erklären: Einmal lag dem deutschen wirtschaftspolitischen Denken der «staatssozialistische» Zug, der den Kameralismus kennzeichnet, weit mehr, als der Liberalismus der Klassik, zum andern kommt die idealistisch-romantische Art, mit der die meisten deutschsprachigen Merkantilisten theoretische Probleme behandeln, der berühmten deutschen Neigung zu «tiefer Unklarheit» entgegen, und schliesslich war trotz aller angeblichen «Anglisierung des deutschen Geistes», von der u.a. *Scheler* zu Beginn des ersten Weltkriegs sprach, bei zahlreichen Vertretern der deutschen Wirtschaftswissenschaft der bewusste oder unbewusste Wunsch rege, das «Joch» des englischen, «mechanistisch - materialistischen Denkens» abzuschütteln (so *Sombart*), ein Bestreben, das ebenfalls neomerkantilistischen Tendenzen Vorschub leisten musste.

Es ist klar, dass speziell die Entwicklung der letzten zwanzig Jahre einer Wiederbelebung merkantilistischer Ideen günstig sein musste. So sehr aber auch die Wirtschaftspolitik der meisten Staaten Aehnlichkeiten mit den Massnahmen aufweist, die im 17. und 18. Jahrhundert angewandt wurden, so wenig lässt sich behaupten, dass die heute herrschende angelsächsisch-skandinavische Theorie ein Art Fortentwicklung der merkantilistischen wäre -sofern von einer merkantilistischen Theorie überhaupt die Rede sein kann. Und damit stehen wir bereits vor einer Frage, zu der das vorliegende Buch *Tautschers* Anlass gibt: Ist es wirklich erlaubt, den Kameralismus als «richtige und echte Theorie von der Volkswirtschaft» (S. 9) zu bezeichnen, auch wenn man mit dem Verfasser der Ansicht ist, dass «echte Wirtschaftstheorie» stets «politische Oekonomie» ist?

Bekanntlich hat *W. Sombart* («Der moderne Kapitalismus», 4. Aufl. München - Leipzig 1921, II. Bd., S. 924 ff.) den Versuch unternommen, das «System einer merkantilistischen Nationalökonomie» zu skizzieren. Aber *Sombart* betonte ausdrücklich, dass «keiner der merkantilistischen Denker, auch keiner der lehrbuchschreibenden Kameralisten... ein irgendwie geschlossenes System hinterlassen» habe, dass vielmehr er selbst, *Sombart*, ein solches mittels «Interpolation» zu entwerfen versuche. Eine ähnliche Aufgabe hat sich nun *Tautscher* im Hinblick auf die kamera-

listische *Staatswirtschaftslehre* gesetzt, und es besteht kein Zweifel, dass seine gelehrte Darstellung so etwas wie ein System der Finanzwissenschaft repräsentiert. Aber ebenso wie gegenüber *Sombarts* Versuch darf demjenigen *Tautschers* gegenüber der Einwand erhoben werden, dass durch die geschickte Kombination von — häufig wörtlich wiedergegebenen — Gedanken *verschiedener* kameralistischer Autoren eine Einheit und systematische Geschlossenheit vorgetäuscht wird, die in dieser Form in Wahrheit nicht vorhanden ist. Gewiss: es lassen sich manche Systemgedanken aufweisen, die sich durch fast alle kameralistischen Schriften hindurchziehen und die befruchtend auf die spätere Wirtschafts- und Finanztheorie gewirkt haben oder hätten wirken können. Aber es muss doch betont werden, dass sich daneben zahlreiche Ideen finden, die naiv, unausgereift oder einfach falsch sind, selbst wenn man, wie erforderlich, sie auf das vor zwei oder drei Jahrhunderten herrschende «Milieu» bezieht. Richtig ist dagegen, dass zumindest die Kameralisten des ausgehenden 18. Jahrhunderts alles andere als blosser Empiriker waren. Wenn jedoch etwa *Sonnenfels* in seiner — von *T.* nicht erwähnten — Antrittsvorlesung «Von der Unzulänglichkeit der alleinigen Erfahrung in den Geschäften der Staatswirtschaft» (Wien 1765, S. 7) selbst von den besten der kameralistischen Arbeiten sagt, sie seien «entweder eine Menge praktischer Beobachtungen, unter einer possierlichen Aufschrift, verworren, ohne Zusammenhang, ohne verständlichen Vortrag gehäufet; oder auf eine eckelhaftpedantische Weise, nur durch Worte, beynahe wie die Sätze des Canzleystils, verbunden», so darf man wohl aus einem solchen Urteil den Schluss ziehen, dass trotz gelegentlich anzutreffender gegenteiliger Aeusserungen der Kameralismus de facto noch weit davon entfernt war, der Theorie den ihr gebührenden Vorrang vor der blossen «Uebung und Praxis» einzuräumen.

Mit diesen kritischen Anmerkungen soll das grosse Verdienst, das sich *Tautscher* mit seinem Buche erworben hat, keineswegs in Abrede gestellt werden. Auf Grund einer bewunderswerten Kenntnis der einschlägigen Quellen zeichnet der Verfasser ein eindrucksvolles Bild der staatswissenschaftlichen Lehren der Kameralisten, Lehren, aus denen als Grundton immer wieder die Mahnung herausklingt, die öffentlichen Finanzen — Ausgaben wie Einnahmen — nicht als Selbstzweck zu betrachten, sondern als wirksames Instrument der (eudämonistisch orientierten) allgemeinen Staats- und Wirtschaftspolitik. Von hier aus lässt sich in der Tat eine Brücke schlagen zum heutigen «functional finance». Während aber die moderne Theorie, in berechtigter und notwendiger Reaktion auf die ultraliberale Vorstellung, dass im Grunde alles staatswirt-

schaftliche Handeln unproduktiv und daher nach Möglichkeit einzuschränken sei, die Voraussetzungen und Bedingungen einer wohlfahrtsteigernden Finanzpolitik so exakt wie möglich herauszuarbeiten trachtet, findet sich bei den meisten Kameralisten — und wohl auch bei *Tautscher* — die übertreibende Ansicht, dass der Staat grundsätzlich und allgemein besser als die Individuen in der Lage sei, die relativ produktivste Verwendung der Wirtschaftsmittel zu gewährleisten.

Das Schlusskapitel des Buches ist einer kurzen Untersuchung der «*Wirkungen der kameralistischen Staatswirtschaftslehre*» gewidmet (S. 114 ff.). Hier findet sich eine interessante Gegenüberstellung der «fiskalischen» und der «organischen Staatswirtschaftslehre», wobei hinsichtlich letzterer zwischen einem «sozialpolitischen» und einem «wirtschaftspolitischen» Zweig unterschieden wird. Ich stimme den Ansichten des Verfassers weitgehend zu, bedauere aber, dass er es versäumt hat, auf die neuere Entwicklung der finanzwissenschaftlichen Lehren in England, Amerika, Schweden usw. einzugehen. Im Jahre 1947 lediglich *W. Andrae* als «Schrittmacher» der neuen Richtung zu erwähnen und angesichts der bedeutsamen Leistungen von *A. Hansen*, *Myrdal*, *U. Hicks*, *Lerner*, *Musgrave* usw. zu behaupten, es fehle immer noch an einer «durchgehend wirtschaftspolitisch ausgerichteten Staatswirtschaftslehre», scheint mir nicht zugänglich zu sein.

Prof. Dr. F. NEUMARK

LIVRES REÇUS À LA RÉDACTION

- Nations Unies*: Mesure du revenu national et établissement d'une comptabilité publique. — Genève 1947. — Pp. 128. — Prix: Dollar 1,—.
- Centre d'Etude des Sociétés*: Le nouveau régime fiscal des sociétés. — Bruxelles (Etablissements E. Bruylant) 1947. — pp. 177.
- Economie appliquée*: Archives de l'Institut de Science Economique Appliquée (Directeur: F. Perroux). — No. 2-3. Paris (Presses Universitaires de France) 1948. — pp. 169—430.
- F. Zweifel*: Förderung und Lenkung industrieller Produktion durch steuerpolitische Massnahmen. — Bern (P. Haupt) 1948. — pp. 338.
- E. Küng*: Die Selbstregulierung der Zahlungsbilanz. — (St. Galler Wirtschaftswissenschaftliche Forschungen, Band 5.) — St. Gallen (Fehr) 1948. — pp. 256. — Prix: sfs. 25,—.
- R. Probst*: Der Finanzausgleich in der Rechtsordnung des schweizerischen Bundesstaates als gesetzgeberisches Problem. — Bern (Stämpfli) 1948.— pp. 113.
- W. Gerloff*: Die öffentliche Finanzwirtschaft. 2. Aufl., Bd. 1. —Frankfurt (V. Klostermann) 1948. — pp. 224.
- W. Gerloff*: Die Finanzgewalt im Bundesstaat. — Frankfurt (V. Klostermann) 1948. — pp. 57.
- O. Veit*: Volkswirtschaftliche Theorie der Liquidität. — Frankfurt (V. Klostermann) 1948. — pp. 167. — Prix: DM 10,—.
- J. Koulis*: Die öffentlichen Ausgaben als volkswirtschaftliche Erscheinung. — Frankfurt (V. Klostermann) 1948. — pp. 156. — Prix: DM 8,50.
- G. Turin*: Der Begriff des Unternehmers. — Zürich (Schulthess u. C^o) 1947. — pp. 224. — Prix: sfs. 10.—.
- W. Jöhr*: Ist ein freiheitlicher Sozialismus möglich? — Bern (A. Francke) 1948. — pp. 137. — Prix: sfs. 7,80.

- E. Morselli*: Corso di Scienza della Finanza pubblica.— Vol. primo: Primi principi di Scienza delle Finanze e diritto finanziario.— 4 e éd. — Padova (Cedam) 1949. — pp. 322. — Prix: Lire 1200,—.
- A. E. Buck*: El presupuesto en los gobiernos de hoy. (Traducido y complementado con notas sobre «La legislacion presupuestal de los paises latinoamericanos» por *Mario A. de Tezanos Pinto*) — Buenos Aires (Impresores Peuser S. A.) 1946. — pp. 692.
- F. Perroux*: Le Plan Marshall ou l'Europe nécessaire au monde. — Paris (Librairie de Medicis) 1948. — pp. 222. — Prix: ffs. 200,—.
- F. Sellier*: Revenu national et déficit budgétaire. (Publications de l'Institut de Science Economique Appliquée). — Paris (I.S.E.A.) 1948. — pp. 160.
- E. Gsell und E. Bossard*: Kostenrechnung und Preiskalkulation. 2. Auflage. — Zürich (Verlag des Schweiz. Kaufm. Vereins) 1948.— pp. 214.
- H. Loufenburger*: Traité d'Economie et de Législation Financières, tome II: Dette publique et richesse privée, 3 e édition; tome III: Budget et trésor, 3 e édition; tome IV: Législation fiscale et documents financiers, 3 e édition. — Paris (Recueil Sirey) 1948. — pp. 267, 351 et 303. — Prix: ffs. 380, 480 et 420.
- Gıyas Akdeniz*: Die türkische Einkommensteuer. (In türkischer Sprache.) — İstanbul (Veröffentlichungen der wirtschaftswissenschaftl. Fakultät, No. 44) 1949. — Pp. 96. — Prix: Lts.: 1,44.
- H. Ritschl*: Theoretische Volkswirtschaftslehre, Band I und II. — Tübingen (Mohr - Siebeck) 1947 - 48. — Pp. 290 et 319.
-

First main paragraph of text, containing several lines of faint, illegible script.

Second main paragraph of text, continuing the faint, illegible script.

Third main paragraph of text, continuing the faint, illegible script.

Fourth main paragraph of text, continuing the faint, illegible script.

Fifth main paragraph of text, continuing the faint, illegible script.

Sixth main paragraph of text, continuing the faint, illegible script.

Seventh main paragraph of text, continuing the faint, illegible script.

Eighth main paragraph of text, continuing the faint, illegible script.

Ninth main paragraph of text, continuing the faint, illegible script.